



## Prise de parole Union Locale CGT d'Arles

-

Manifestation du 1<sup>er</sup> octobre 2024

Cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades,

Nous nous retrouvons aujourd'hui révoltés et inquiets, dans un monde en guerre traversé par deux conflits majeurs, au Moyen-Orient et aux portes de l'Europe, offrant comme unique perspective une économie de guerre, avec d'un côté l'enrichissement des marchands d'armes, et de l'autre son corollaire, l'austérité aggravée pour les travailleuses et les travailleurs.

Révoltés, nous devons dénoncer la politique du gouvernement d'extrême droite israélien, qui, soutenu par des milliards de dollars en provenance des États Unis, et par les armes et le silence complice des puissances occidentales, en même temps qu'il poursuit son génocide à Gaza, s'attaque maintenant au Liban, à la Syrie et au Yemen, par des bombardements massifs soi-disant ciblés mais faisant chaque fois des centaines de victimes civiles.

Inquiets, nous devons dénoncer l'escalade militaire qui se joue entre l'OTAN et la Russie sur le territoire Ukrainien, menaçant toujours plus de dégénérer en conflit nucléaire.

Il ne pourra pas y avoir de progrès social dans un monde en guerre, aussi nous devons exiger des cessez-le-feu immédiats et des négociations diplomatiques, nous devons revendiquer la Paix et la coopération dans un monde débarrassé des guerres impérialistes. Et comme le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, disait Jaurès, alors il est grand temps de changer d'air, et de retrouver un ciel serein débarrassé à jamais du capitalisme !

Nous nous retrouvons aussi aujourd'hui en colère.

En colère, car Macron joue avec le feu quand il dissout le parlement en espérant dérouler le tapis rouge au Rassemblement National. Mais une forte mobilisation unitaire, politique, syndicale, associative et citoyenne, où la jeunesse pris toute sa place, a fait échec à son plan, et a permis au Nouveau Front Populaire, de terminer en tête dans le pays, et ici aussi à Arles !

En colère, car Macron bafoue la démocratie quand il attend 2 mois pour nommer un premier ministre, et continue pendant ce temps, en plein été, avec son gouvernement démissionnaire, de multiplier les coups bas contre les droits sociaux et le monde du travail.

En colère, car Macron ne tient pas compte du front populaire qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir. Au contraire, il a fait le choix de la finance en chargeant Michel BARNIER d'assurer la stabilité des intérêts du Capital, avec la bienveillance complice du Rassemblement National, choisi comme arbitre. C'est toujours le même choix des classes possédantes : plutôt Hitler que le Front Populaire !

En colère, quand les ministres à peine nommés commencent à trahir leur vraie nature, celle du fascisme qui monte : honte au ministre de l'intérieur Bruno RETAILLEAU qui remet en cause l'Etat de droit ! Honte à lui quand il reprend un cheval de bataille de l'extrême droite, à savoir l'application de la double peine ! Avec de tels ministres, l'extrême droite est déjà au pouvoir !

Quant à Michel BARNIER, on ne le connaît que trop bien. C'est un vétéran de la guerre sociale que mène la classe des riches contre notre classe, celle des travailleuses et des travailleurs. C'est l'homme du traité constitutionnel européen, c'est le co-auteur du traité de Lisbonne, c'est le député européen acquis à l'orthodoxie ultralibérale de Bruxelles, c'est l'avocat de la retraite à 65 ans, c'est le député qui s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, c'est le député favorable à l'augmentation du temps de travail hebdomadaire, c'est le partisan d'un moratoire sur l'immigration et de la suppression de l'Aide Médicale d'État, jamais avare de clins d'œil appuyés à l'extrême droite.

Avec Michel BARNIER nommé à Matignon, c'est un bras d'honneur que le Président de la République adresse au monde du travail, et la promesse de poursuivre et d'aggraver les reculs sociaux.

Alors que les services publics, à commencer par l'hôpital et l'école, sont gravement en danger, on nous promet ainsi une nouvelle et violente baisse des dépenses publiques. Les politiques concernées, telles que le travail, la santé, l'éducation, la recherche, l'environnement, devraient pourtant être des priorités absolues. Face au déficit, il faut augmenter les recettes, et aller chercher l'argent là où il se trouve, dans les poches des actionnaires. Et la France est particulièrement généreuse avec eux, puisque, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024, elle est le second pays au monde à avoir versé le plus de dividendes aux actionnaires, représentant 58 milliards de dollars.

Avec la bénédiction du patronat, MEDEF en tête, l'aggravation de la politique contre nos droits sociaux est aussi à l'ordre du jour : retraite, assurance chômage, sécurité sociale ... Dans le même temps, tout augmente sauf nos salaires, et notre pouvoir d'achat continue à baisser. Dans le même temps, 14% de la population vit en situation de pauvreté, et 2000 enfants dorment dans la rue.

Aujourd'hui, nous manifestons pour gagner le vote par les députés de mesures pour financer nos services publics, pour l'abrogation de la réforme des retraites, et pour une loi qui indexe les salaires sur les prix. La fragilité politique du gouvernement est un point d'appui pour gagner des avancées concrètes.

Aujourd'hui, nous faisons grève pour gagner des augmentations de salaire, des pensions et des minimas sociaux, et l'ouverture de négociations dans chaque entreprise. Pas question que nos salaires ne suivent pas les prix alors que les dividendes explosent.

Aujourd'hui, les agents du Muséon Arlaten font grève pour obtenir des embauches sur des postes vacants, et ils sont la preuve que, même dans un contexte difficile, la lutte paye ; ils sont présents, vous pouvez les applaudir !

Aujourd'hui, la CGT manifeste aussi pour conserver ses locaux historiques arlésiens, qu'elle occupe depuis 124 ans, contre le projet du maire macroniste Patrick de Carolis d'invisibiliser et affaiblir l'Union Locale CGT.

Aujourd'hui, toutes et tous en grève, dans l'unité la plus large, enclenchons la bataille :

- pour augmenter les salaires du privé, le point d'indice dans la fonction publique et les pensions de retraite, et assurer enfin l'égalité salariale entre femmes et hommes ;
- pour rénover et financer les services publics, dans tous les territoires, notamment l'hôpital, l'école, l'enseignement supérieur et la transition environnementale ;
- pour défendre et développer l'emploi industriel ;
- et bien sûr pour abroger la contre-réforme des retraites et gagner de nouveaux droits. Rappelons qu'en 2023, nous avons été des millions de salarié.e.s, de jeunes et de retraité.e.s à nous mobiliser pendant 6 mois contre la contre-réforme des retraites. Emmanuel Macron est passé en force, il a été sanctionné par une lourde défaite aux élections européennes puis législatives. Maintenant qu'il est encore plus minoritaire au parlement, nous pouvons gagner l'abrogation de la contre-réforme des retraites par les député.e.s, à condition de construire un puissant rapport de force, dans les entreprises et dans la rue !

Alors oui, enclenchons la bataille pour le progrès social !

Unis et déterminés, nous pouvons gagner !